

destinée par sa nature même à encourager et à récompenser ceux qui, au moment d'embrasser une profession, témoignent la haute estime qu'ils ont pour cette profession, par la préparation qu'ils y apportent ?

Parlerons-nous des intérêts de localités, des rivalités entre ville et ville, entre districts et districts ? Nous croirions faire injure à nos compatriotes en assignant à une pareille cause l'éloignement d'un seul élève.

La racine du mal se trouverait-elle dans l'imperfection et le vague de quelques-unes de nos lois concernant les qualifications requises pour l'admission à l'étude et à la pratique du Droit et de la Médecine ? Comme ce n'est pas ici le lieu de traiter cette grave question qui demanderait un long travail, nous nous contentons de la signaler à l'attention des lecteurs.

Quant à nous, rassurés par la noblesse du motif qui nous a poussés à cette entreprise, encouragés par la bienveillance qu'ont daigné nous témoigner, à diverses reprises, les autorités ecclésiastiques et civiles du pays, nous croyons fermement que les grands sacrifices et les efforts qui ont été faits ne seront pas toujours inutiles à une grande partie de la jeunesse du pays. C'est aux parents chrétiens et aux citoyens éclairés qu'il appartiendra d'apprécier à leur juste valeur ces efforts et ces sacrifices inspirés par le désir de conserver la foi et les mœurs, et de rendre plus sérieuses et plus profondes les études de ceux qui doivent un jour être les arbitres de la fortune, de la santé et de la vie de nos compatriotes !

Université-Laval, 9 avril 1862.